



Traduire

Revue française de la traduction

238 | 2018

Les coulisses du bénévolat

Bénévoles à tout prix ?

Laurence Cuzzolin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/traduire/1089>

DOI : 10.4000/traduire.1089

ISSN : 2272-9992

Éditeur

Société française des traducteurs

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2018

Pagination : 40-46

ISSN : 0395-773X

Référence électronique

Laurence Cuzzolin, « Bénévoles à tout prix ? », *Traduire* [En ligne], 238 | 2018, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 29 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/traduire/1089> ; DOI : 10.4000/traduire.1089

Bénévoles à tout prix ?



Laurence Cuzzolin

« Est bénévole toute personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial⁽¹⁾. » Ce numéro nous offrant l'occasion de parler bénévolat, réfléchissons à cette définition que propose le Conseil économique, social et environnemental.

Le bénévolat à la SFT

S'engager ? Oui, à la SFT, avec une centaine de bénévoles, la volonté de s'impliquer, d'agir d'une manière ou d'une autre est nette, profonde. S'engager librement ? Aucune contrainte en effet, souvent avec le désir de prendre le relais, de poursuivre l'action, d'apporter sa pierre, de rendre un peu. De travailler en équipe, d'éviter l'isolement. D'étoffer son réseau, parfois de développer sa clientèle — même si les démarches trop intéressées s'avèrent souvent contre-productives et stériles. Une action non salariée ? Mille fois oui, le contraire se saurait. En direction d'autrui ? Tant que l'on s'entend sur cet autrui — qui peut être pluriel —, tant qu'on n'oublie pas qu'il y en a un ; pour former, réunir, pour informer, défendre, valoriser, « autrui » pouvant alors se référer à la profession dans son ensemble au nom du « Un pour tous, tous pour un ». En dehors de son temps professionnel et familial ? Les choses se corsent. Car si cela est vrai pour certains, nombre de bénévoles à la SFT prennent largement sur leur activité professionnelle ou sur leur vie familiale, voire les deux, et pas uniquement quelques semaines par an mais bien toute l'année. Par irresponsabilité, par grandeur d'âme ? Non, plutôt parce qu'il y a beaucoup à faire à court terme pour avancer à long terme, parce que si personne n'agit, rien ne se fait, parce qu'avec le temps, notre vue d'ensemble s'élargit et prend du relief, que l'on perçoit mieux besoins et potentiels à long terme (et donc l'ampleur du chantier), que l'on prend goût à l'action.

(1) Conseil économique, social et environnemental, avis du 24 février 1993.

Il n'empêche, on atteint souvent des limites — quand on ne les franchit pas. Car, tout désintéressé et volontaire qu'il soit, le bénévolat à la SFT devient parfois un sacerdoce ou, selon le point de vue, un emploi qui mériterait rémunération, moins en raison des heures passées — le bénévolat reste le bénévolat — que de la nature de certaines tâches indispensables au fonctionnement du syndicat (administration, gestion), alors que par essence on s'engage souvent pour mener des actions stratégiques.

Pour alléger ces tâches, plusieurs solutions sont envisageables et envisagées : réorganisation de la gouvernance, optimisation, recours accru à des prestataires. À la SFT, le débat n'est pas nouveau et figure même sur la feuille de route du comité directeur. Mais notre propos est ailleurs : selon le Bulletin officiel des impôts⁽²⁾, « il est admis que le caractère désintéressé de la gestion de l'association ne soit pas remis en cause, si la rémunération brute mensuelle totale versée aux dirigeants de droit ou de fait n'excède pas les trois quarts du SMIC⁽³⁾. » Trois quarts du SMIC. Et l'article 6 de la loi de finances pour 2002⁽⁴⁾ a consacré cette possibilité de rémunérer les dirigeants associatifs bénévoles.

Si une telle compensation était versée aux bénévoles dirigeants de la SFT, il s'agirait bien de les dédommager, en aucun cas de combler leur chiffre d'affaires. Car il n'y a aucune commune mesure entre les deux ; celles et ceux ayant assumé des responsabilités dans notre syndicat en témoigneraient. On ne devient pas bénévole pour toucher une compensation. En revanche, face à une conjoncture difficile, nombre de bénévoles ou bénévoles potentiels très compétents hésitent à s'engager à un plus haut niveau par crainte de perdre des revenus.

Des rémunérations en traduction

Parlons de revenus justement, pour méditer sur les tarifs des prestations de traduction. En 2002, 0,06 ou 0,07 € le mot source (en anglais-français par exemple) paraissaient scandaleux, et 0,15 € était considéré comme un tarif direct honnête du côté des indépendants, mais depuis déjà au moins 15 ans. (Depuis les débuts de la vague d'externalisation à la fin des années 1980 ?) Aujourd'hui, on voit passer des 0,04 € le mot, pas uniquement en post-édition, et en plus il faut livrer encore plus vite... Or, les loyers et le coût de la vie en général, en France, n'ont pas baissé. Bien sûr, « tout dépend du contexte ». Il faudrait étudier la rentabilité, détailler les prestations, s'interroger sur les objectifs, parler TAO, comparer, etc. Pour autant :

(2) Rémunération ou avantages des dirigeants, Bulletin officiel des impôts n° 170 du 15 septembre 1998 (BOI 4H-5-98), <http://archives-bofip.impots.gouv.fr/bofip-A/24543-AIDA.html>

(3) SMIC : salaire minimum interprofessionnel de croissance ; salaire horaire minimum versé aux salariés de plus de 18 ans en France.

(4) Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002, article 6 : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000592233&categorieLien=id>



1 000 mots x 0,04 € = 40 € HT ;

1 000 mots x 0,40 € = 400 € HT.

Ces chiffres extrêmes, tirés des enquêtes statistiques de la SFT⁽⁵⁾, sont minoritaires, oui. Ils sont pourtant appliqués, peu importe les combinaisons linguistiques. Surtout, ils donnent une idée du champ des possibles (ou des impossibles possibles). Ils montrent combien, contre toute logique inflationniste, les tarifs continuent de baisser, combien aussi faire la course aux plus bas tarifs, c'est risquer de gagner voire d'arriver deuxième, en n'emportant même pas le marché, malgré les sacrifices consentis. Et le cercle vicieux s'enclenche. Cette analyse⁽⁶⁾, avancée par Seth Godin, spécialiste américain d'un marketing qui a du sens, oblige *in fine* à remettre en cause la notion de plafond. Car s'il n'y a pas de limite vers le bas, y en a-t-il une vers le haut ? Existe-t-il vraiment, ce plafond ? Ne sommes-nous pas bien plus formatés que nous le croyons ?

Pour bien comprendre ce que recouvrent les montants précédents, rappelons que le SMIC brut en 2018 s'élève à 9,76 €/h et qu'en théorie, on ne travaille pas 365 jours/365 mais plutôt 250 (j'ai dit « en théorie »), week-ends exclus. On devrait ensuite soustraire le temps non productif — administration, formation, événements professionnels, rendez-vous clients, vacances, arrêts maladie, lectures professionnelles — et parler recherches, expérience, compétences (des plus expérimentés), viabilité (pour les débutants sur le marché). Intégrer les charges, toutes les charges — par exemple en utilisant CalPro, l'outil de l'association espagnole des traducteurs, correcteurs et interprètes (Asetrad) adapté en 2017-2018 par la SFT⁽⁷⁾. Suivant ces variables, quel serait donc le tarif minimum pour obtenir ne serait-ce que l'équivalent d'un SMIC ?

Sans calcul détaillé et au regard des paramètres énoncés, on comprend vite que les très bas tarifs ne suffisent pas. Au-delà, on se demandera quel est le seuil à partir duquel les professionnels ne seraient pas contraints de travailler sans relâche, à la chaîne, et à partir de quel autre seuil la qualité attendue (ou la rentabilité, selon le point de vue) serait bien au rendez-vous. Au-delà encore, on s'interrogera sur les conditions tarifaires qui permettent d'apporter une valeur ajoutée.

Quel travail fournit-on à 0,40, 0,30, 0,20 € le mot ? À quoi le client s'attend-il ? De quoi a-t-il besoin ? Quelle intervention recouvre le terme « traduction » pour chacun et chacune, donneur(se) d'ordres ou traducteur(trice) ? Sans jugement *a priori*.

Le directeur d'une agence de communication industrielle déplorait la qualité de traductions

(5) <https://www.sft.fr/chiffres-clefs.html>

(6) http://sethgodin.typepad.com/seths_blog/2012/08/the-race-to-the-bottom.html

(7) Disponible courant 2018 auprès de la SFT.

payées 0,15 € le mot à une agence de traduction technique. Et expliquait devoir toujours prévenir ses clients que ces traductions, jamais à la hauteur — « C'est comme ça, c'est ce que font les traducteurs » —, servent seulement à gagner du temps, à dégrossir le travail, qu'il faut les réécrire avant de les publier. Précisons que cette agence rémunère ses photographes en moyenne 2 500 € HT la journée. À l'inverse, une autre directrice d'agence ayant trouvé plume à sa communication multilingue peine à dénicher des professionnels à la hauteur : « Très peu sont vraiment compétents, et tout se fait par bouche à oreille ».

Les traducteurs en ont-ils conscience, mesurent-ils le résultat réellement attendu, la marge de manœuvre possible ? Quid des agences de traduction ? Les clients savent-ils qu'une autre qualité est possible (à un autre tarif) ? Savons-nous le leur expliquer ? Savons-nous assurer cette qualité, qui dépasse le bien comprendre ou le bien écrire ? Avons-nous envie de la fournir ? Demandons-nous systématiquement un *brief*, incontournable des métiers de la communication ?

Si passé un certain stade, il ne s'agit plus de traduction mais d'adaptation ou de « transcréation », cela signifie-t-il que la traduction est forcément littérale, productiviste ? Qui nous contraint à le croire et à le faire croire aux non-traducteurs ? Quelle importance à l'appellation si on ne s'entend pas sur le résultat attendu et possible — et tant que le tarif reflète ce résultat ? Pour approfondir la réflexion, on se référera volontiers à l'article de Carmelo Cancio intitulé *De la localisation à la délocalisation : enjeux professionnels* (2010)⁽⁸⁾, où il est question des limites de la localisation et de la « taylorisation de la profession ». L'auteur se demande notamment « si les impératifs de la mondialisation et les facilités des nouvelles technologies [...] ne poussent pas *in fine* une partie de la production localisée à la déprofessionnalisation », soulignant la nécessité de défendre nos professions et observant le nombre croissant d'adhérents dans les associations professionnelles du secteur.

Des bénévoles qui s'ignorent

De fait, on touche ici au rapport de la profession à la rémunération (et à la non-rémunération), à la productivité, au productivisme, à la relation avec le client, à la qualité, au formatage inconscient qu'induisent les tarifs au mot — alors même que nous insistons pour dire combien nous ne traduisons pas des mots mais du sens. On touche au très pragmatique « à ce prix-là, pourquoi faire plus ? » Cela met aussi en évidence la difficulté de dire « non », cette culpabilité tacite de ne jamais faire assez, assez vite, assez bien, cette pression (y compris des traducteurs entre eux) à perfectionner son travail. À tout prix, quels que soient les délais.

(8) Revue *Meta*, <https://www.erudit.org/fr/revues/meta/2010-v55-n4-meta4003/045684ar.pdf>

Dans une certaine mesure, on pourrait se demander si, à nous échine à de bas tarifs, nous ne faisons pas du bénévolat au service d'une certaine industrie, clients finaux compris, biaisant ainsi la valeur de nos prestations. Du « bénévolat déguisé ». En effet, si nous revenons à notre SMIC envisageable pour les bénévoles dirigeants, en-deçà de quel tarif les prestations de traduction ne reviennent-elles pas à une forme de bénévolat avec compensation partielle ? Dans quelles conditions ces prestations ne tendent-elles pas vers l'action *pro bono* ? Que ce soit par passion, par souci de bien faire ou pour des raisons purement alimentaires, c'est sans doute là une autre forme de don de soi, pour lequel une prise de conscience s'impose.

Pourquoi ne pas mettre ce don de soi en avant pour que le client en prenne toute la (dé)mesure ? Par exemple sur les factures, en précisant le temps passé, en détaillant la prestation, ce que bien des collègues expérimentés préconisent depuis longtemps, et ce, bien en amont, sur les devis ou, mieux, sur les propositions commerciales. En précisant la partie du travail rémunérée et celle offerte, puisque c'est de cela qu'il s'agit.

Impossible ? Les devis sont inexistantes sur le « marché du vrac » ; les factures, standard ? Mais d'autres segments ne sont-ils pas aussi concernés ? Au minimum, pourquoi ne pas tenter l'exercice pour nous-mêmes ? Sans nous cacher derrière des normes de traduction imposant une obligation de moyens bien plus que de résultat.

À l'inverse, défendre des tarifs justes, à quelque niveau que ce soit, réaliser des prestations qui répondent précisément au besoin réel des clients, à leur stratégie, suivant tout l'éventail des possibles, n'est-ce pas l'expression d'une autre forme de bénévolat ? Au service de la profession cette fois. Idem quand nous nous formons, en continu, pour entretenir ou rehausser nos connaissances, quand nous encadrons des collègues débutants, quand en famille ou entre amis nous nous faisons les VRP de nos métiers.

Bien sûr nous extrapolons ici pour forcer le trait et nous obliger à nous poser des questions de fond, mais si nous y réfléchissons bien... D'ailleurs, dans une étude publiée en 2013⁽⁹⁾, France Bénévolat constatait que c'est le bénévolat « de proximité », informel, qui avait le plus progressé, tout en observant « beaucoup de don de temps, mais moins d'engagement dans le cadre d'associations. [Ce qui représente] une évolution profonde du bénévolat ».

La valeur du bénévolat

L'État a développé plusieurs mesures d'incitation ou de reconnaissance, notamment en créant en 2017 un congé de responsables associatifs⁽¹⁰⁾ et en valorisant cette activité par la validation des acquis de l'expérience (VAE).

(9) « Français, tous bénévoles... ou presque », par Claire Estagnasié le 23 juin 2013, *L'Express*, https://www.lexpress.fr/actualite/societe/francais-tous-benevoles-ou-presque_1258719.html

(10) <https://www.associations.gouv.fr/conge-engagement.html>

En début d'article, nous avons rappelé que le bénévolat est un don de soi désintéressé. Mais dès lors qu'on l'exerce dans un contexte professionnel, que ce soit à la SFT, dans une association de traducteurs ou ailleurs en offrant nos traductions, il est primordial d'en mesurer la valeur. Pas pour mettre en avant ce don de soi, mais plutôt pour être justes envers nous-mêmes et envers la profession, qui ne peut que profiter de la valorisation des actions bénévoles et de la valeur de ses professionnels. Mesurons les compétences que nous développons dans ce cadre, affichons-les ; réfléchissons aux véritables traductions *pro bono* que nous pourrions proposer, puis insérons-les dans une rubrique spéciale de notre portfolio. Prenons le temps de faire ce portfolio.

Et quand le bénévolat n'est pas notre objectif, veillons à ne pas faire de « bénévolat déguisé ». Agissons de manière consciente, sans nous laisser emporter par les conditions et le rythme que d'autres nous imposent comme si tout était normal. Toutes les conditions de travail en traduction ne sont pas normales. Ne nous laissons pas formater, laissons sa place à la technologie, à la machine, sans tenter de rivaliser avec elle. Allons là où elle ne peut aller, vraiment, et nous aiderons aussi la profession.

Le collectif comme objectif commun

Nous évoquions plus haut la vague d'externalisation amorcée à la fin des années 1980. Génération après génération, les traducteurs semblent avoir oublié combien cette vague a bouleversé durablement la profession. Non plus salariés, mais à leur compte, ils se trouvent de plus en plus isolés. Le phénomène dépasse d'ailleurs largement nos métiers.

Or, même si nous y avons trouvé une liberté, cette indépendance est devenue de plus en plus relative. Au service de qui sommes-nous indépendants ? Comme le formule Anne Rambach, co-auteure de *Les Intellos précaires* : « Il ne faut pas se laisser griser par ce sentiment de liberté, il ne faut pas échanger cette liberté individuelle contre un abandon des espaces collectifs [...] parce que c'est ce qui nous coûte beaucoup à chacun. » Et de préciser : « Parce que quand on abandonne le terrain du collectif, on abandonne le pouvoir⁽¹¹⁾. » D'où l'importance de conjuguer nos forces, de nous regrouper, d'une manière ou d'une autre, d'agir les uns pour les autres.

En 2010 dans *Circuit*, la revue de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ), Betty Cohen⁽¹²⁾ énumérait plusieurs solutions pour contrer la tendance

(11) « Condition, liberté et identité de l'intello précaire », interview par Rue89 d'Anne et de Marine Rambach, co-auteurs de *Les Intellos précaires*, Paris, Fayard (2001) et de *Les Nouveaux Intellos précaires*, Paris, Stock (2009) : <https://www.dailymotion.com/video/x8yefc>

(12) « De l'art à l'industrie », Betty Cohen, in *Circuit*, le magazine d'information des langagiers, n° 106, hiver 2010, « Les conditions d'exercice de la traduction », https://ottiaq.org/upload/circuit/CI_106_10.pdf



du secteur aux bas tarifs, en particulier « favoriser le regroupement des traducteurs », « s'approprier les nouvelles technologies et les utiliser de façon professionnelle à notre profit et au bénéfice de nos clients », « s'organiser, prendre des responsabilités et communiquer ». Elle rappelait aussi : « les organismes qui nous représentent ne sont rien sans notre appui ».

Rien de ce que nous faisons, acceptons, imposons, défendons n'est complètement anodin pour le reste de la profession et donc, à moyen ou long terme, pour nous-mêmes. Cet appui peut être polymorphe, à chacun et chacune d'entre nous de décider comment l'apporter. Quelle que soit la démarche retenue, il va sans dire que nous avons tout à gagner à agir en toute conscience, à penser collectif, sans jamais lâcher ce fameux pouvoir, mais en tentant de le reconquérir, en redéfinissant le collectif à l'aune des nouvelles technologies et des nouvelles communautés de travail.

laurence.cuzzolin@gmail.com

*Au comité directeur de la SFT de 2011 à 2017, **Laurence Cuzzolin** a présidé pendant trois ans le conseil d'administration de SFT Services, filiale à 100 % de la SFT en charge de la formation continue et de l'édition, et exercé le mandat de vice-présidente du syndicat pendant deux ans. Au plan strictement professionnel, Laurence s'est associée en 2003 à Isabelle Le Bourhis pour fonder Trado Verso, coopérative de traduction-rédaction qui diminue toujours plus sa part d'institutionnel pour se spécialiser dans l'adaptation en communication d'entreprise. Elle a aussi été chargée de cours en traduction-adaptation allemand-français de 2009 à 2018 au master professionnel Industrie des langues et Traduction spécialisée de Paris-Diderot (Paris 7). Pour Laurence, donner c'est toujours recevoir. Il faut juste savoir regarder au-delà du matériel en mesurant ce que le travail en équipe nous apprend, à chaque occasion. Parce que tout est apprentissage.*

Pour aller plus loin

- Le Guide du bénévole :
http://www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/guide_du_benevolat.pdf
- Rapport n° 464 de l'Assemblée nationale (28 novembre 2012) :
<http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rapports/r0464.pdf>
- La rémunération des dirigeants associatifs (3) :
<http://www.senat.fr/rap/r05-016/r05-0164.html>
- Le regard de Seth Godin (en anglais) :
http://sethgodin.typepad.com/seths_blog/2018/01/getting-paid-what-you-deserve.html
http://sethgodin.typepad.com/seths_blog/2008/10/be-careful-of-w.html
http://sethgodin.typepad.com/seths_blog/2016/01/when-to-charge-by-the-hour.html
http://sethgodin.typepad.com/seths_blog/2015/03/double-and-half-freelancer-math.html